

Unité Départementale du Hainaut
Parc d'Activités de l'Aérodrome
BP 40137
59303 Valenciennes cedex

Équipe V1

Affaire suivie par : Céline KRAWCZYK
celine.krawczyk@developpement-durable.gouv.fr

Tél : 03 27 21 05 15
Fax : 03 27 21 00 54

Réf. : 2022-V1-032

À

Monsieur WANNEPAIN Pascal
Responsable projets travaux immobiliers
SIMASTOCK
Rue Francisco Ferrer
59450 SIN-LE-NOBLE

pwannepain@bils-deroo.fr

Objet : Installations classées pour la protection de l'environnement
Demande d'enregistrement (rubriques n° 1510 et 2663-2)
Projet d'extension d'un entrepôt
Lettre de demande de compléments

Réf. : - Formulaire CERFA n° 15679*03 daté du 27/07/2021, déposé en préfecture du Nord le 28/07/2021
Transmission préfectorale du 30/07/2021
Reçu à la DREAL / Unité Départementale du Hainaut le 03/08/2021
- Compléments déposés le 09/11/2021 en préfecture du Nord
Transmission préfectorale du 22/11/2021
Reçu à la DREAL / Unité Départementale du Hainaut le 01/12/2021

PJ : Relevé des insuffisances

Monsieur le Directeur,

Par transmission citée en référence, vous avez adressé au préfet une demande d'enregistrement d'une installation visée en objet.

J'ai l'honneur de vous inviter à compléter votre dossier. En effet, celui-ci ne comporte pas l'ensemble des pièces et documents exigés par les dispositions des articles R. 512-46-3, 4, 5 et 6 du Code de l'environnement.

Par ailleurs, les éléments joints à votre demande ne paraissent pas suffisamment développés pour permettre à l'ensemble des parties prenantes d'apprécier, au cours de la procédure, les caractéristiques du projet d'exploitation de l'installation sur son site et au regard de son environnement.

Un relevé des insuffisances est joint en annexe. Je vous suggère, en application de l'article R. 512-46-8 du Code de l'environnement, de réunir sans tarder ces éléments pour répondre dans les meilleurs délais possibles au préfet, auquel j'ai proposé de considérer votre dossier comme incomplet et irrégulier.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Directeur, mes salutations distinguées.

Pour le Directeur et par délégation,
La cheffe de l'Unité Départementale du Hainaut,

Isabelle LIBERKOWSKI

Annexe : Relevé des insuffisances

Les éléments du dossier sont incomplets et ne sont pas suffisamment développés pour permettre d'apprécier correctement les principales caractéristiques du projet. En application de l'article R. 512-46-8 du Code de l'environnement, il appartient donc au pétitionnaire de compléter son dossier avant d'envisager les consultations prévues aux articles R. 512-46-11 et suivants du Code de l'environnement.

I. Éléments manquants dans le dossier (complétude)

(Réf. : Articles R. 512-46-3, 4, 5 et 6 du Code de l'environnement).

- **Article R. 512-46-3 – 3° : Nature et volume des activités**

Il est demandé au pétitionnaire de préciser la puissance de la chaudière et le type de combustible utilisé.

- **Article R. 512-46-3 : Modèle national de demande d'enregistrement (Formulaire CERFA n° 15679*03)**

Dans la partie 4.4 du formulaire concernant les IOTA, compte tenu de la présence d'un bassin de tamponnement des eaux pluviales, il est demandé au pétitionnaire de positionner son projet vis-à-vis de la rubrique 3.2.3.0 de la nomenclature « Loi sur l'eau » (Plans d'eau).

- **Article R. 512-46-4 – 3° : Plan au 1/500 :**

Le plan ne contient pas tous les éléments demandés par le Code de l'environnement. Il est demandé au pétitionnaire de le compléter ou d'améliorer sa lisibilité sur les points suivants :

- les réseaux enterrés dans un rayon de 35 m autour du site ;
- la représentation des réseaux enterrés du site (illisibles en raison des couleurs choisies, trop similaires, inadaptées par rapport au fond, et des annotations trop petites) ;
- l'affectation des terrains avoisinants dans un rayon des 35 m autour du site (annotations du plan avec les types d'occupation des sols) ;
- la nature, le contenu de la cuve représentée sur le plan (une cuve est représentée avec la mention « cuve », sans plus de précision) ;
- un fond de plan de qualité correcte (le fond de plan sous forme de vue aérienne n'est pas lisible en raison de sa définition insuffisante, en particulier sur la partie existante du site et au niveau du site ALDI où seront localisés une partie des moyens de défense incendie du site).

- **Article R. 512-46-4 – 9° : Compatibilité du projet avec les plans, schémas et programmes**

- Le pétitionnaire a étudié la compatibilité de son projet avec quelques dispositions du SDAGE Artois-Picardie 2016-2021. Toutes les dispositions du SDAGE applicables au projet n'ont pas été étudiées. Compte tenu de la nature du projet et de ses incidences prévisibles, il est demandé au pétitionnaire d'étudier la compatibilité de son projet, a minima, avec les dispositions suivantes du SDAGE :
 - – A.9.3 et A.9.5 (zones humides) ;
 - – A.11.5 (produits phytosanitaires) ;
 - – A.11.6 (pollutions accidentelles) ;

- – Ensemble des dispositions de l’Orientation C (risque inondation). En particulier, il est demandé au pétitionnaire d’étudier la faisabilité de la récupération et du stockage des eaux pluviales pour les usages du site.

II. Éléments du dossier devant être davantage développés (régularité)

- **Justification de la conformité du projet à l’arrêté ministériel du 11 avril 2017 (rubrique 1510 de la nomenclature ICPE) – Annexe II**
 - 1.6.1. Plan des réseaux : Sur le plan au 1/500, les réseaux ne sont pas lisibles (couleurs trop proches pour des types de réseaux différents, annotations illisibles car trop petites et couleurs non adaptées au fond de plan). Notamment, l’alimentation en eau potable n’est pas visible par rapport au réseau des eaux pluviales. Par ailleurs, les dispositifs de protection de l’alimentation, la vanne de confinement des eaux d’extinction d’incendie, ainsi que le séparateur d’hydrocarbures, ne sont pas représentés. Enfin, les points de rejets au réseau public ne sont pas représentés ou pas annotés de façon lisible.
 - 1.6.2. Entretien et surveillance : Les choix réalisés pour isoler le réseau d’approvisionnement en eau potable des réseaux d’eaux potentiellement polluées du site ne sont pas décrits.
 - 1.6.4. Eaux pluviales :
 - Le principe de gestion des eaux pluviales et de confinement des eaux d’extinction d’incendie est à clarifier. Le dossier comprend des informations contradictoires dans ses différentes parties (plan au 1/500, note de gestion des eaux pluviales en annexe 7, principes de gestion p 80 à 87 du dossier). Notamment :
 - Sur le plan de l’annexe 7, la vanne de coupure semble être en amont du bassin, et le massif drainant est indiqué comme localisé dans le bassin, alors que celui-ci est censé permettre le confinement, et donc être étanche, et qu’il est interdit d’infiltrer des eaux susceptibles d’être polluées.
 - Sur le plan au 1/500, le massif drainant est localisé en aval du bassin.
 - Le texte du dossier mentionne, lui, une vanne de coupure en aval du bassin.
 - Le dispositif de traitement des eaux pluviales susceptibles d’être polluées (séparateur d’hydrocarbures) n’est pas visible sur le plan des réseaux. Un séparateur est supposé être mis en place en aval du bassin (cf. note de gestion des EP), mais il ne figure pas sur le plan p. 83 (figure 12).
 - Il est demandé à l’exploitant de fournir l’autorisation de rejet des eaux pluviales et la convention de rejet dans le réseau d’assainissement collectif pour son site existant, et si elles sont disponibles, l’autorisation et la convention mises à jour en tenant compte du projet. Dans le cas contraire, il est demandé à l’exploitant de justifier de ses démarches pour obtenir l’autorisation et la convention mises à jour auprès du gestionnaire du réseau.
 - Il est demandé au pétitionnaire de décrire le dispositif permettant de respecter le débit de rejet de 2 L/s/ha mentionné dans la note de gestion des eaux pluviales, et de justifier le choix de ce débit de fuite.
 - 2. Règles d’implantation :
 - Il est demandé au pétitionnaire de joindre les rapports de modélisation de flux thermiques des incendies de cellules de stockage sous FLUMILOG.
 - Il est demandé au pétitionnaire de fournir le plan des stockages pour chaque cellule, et notamment le plan de rackage pour la partie existante.

- 3.1. Accessibilité au site : Le plan des zones de stationnement et leur positionnement par rapport à la voie « engins » n'est pas fourni pour la partie existante.
- 3.2 Voie « engins » : Le plan en annexe 7 montre qu'en cas d'incendie, une partie de la voie engins sera inondée par les eaux d'extinction, au niveau de l'aire de retournement. Or, la voie engins ne doit pas être occupée par les eaux d'extinction. Ce point doit donc faire l'objet d'une demande d'aménagement motivée et justifiée. Il est demandé au pétitionnaire de préciser également la hauteur d'eau maximale susceptible d'être présente sur la voie engins et de démontrer que ces conditions ne sont pas de nature à compromettre l'intervention des services d'incendie et de secours.
- 3.3.2 Aires de stationnement des engins : Les aires de stationnement au droit des poteaux incendie côté ALDI ne sont pas représentées sur un plan. Les aires de stationnement ne sont pas représentées sur un plan à l'échelle permettant de vérifier leurs dimensions.
- 3.4. Accès aux issues et quais de déchargement : Dans la mesure où cela est techniquement possible, il est demandé à ce que les prescriptions en termes de largeur des accès soient respectées pour la partie « extension ». En l'état, la motivation de la demande d'aménagement pour la partie « extension » est insuffisante (raison invoquée : le souci d'harmonisation).
- 3.5. Documents à disposition des services d'incendie et de secours : Le plan des zones de dangers mentionné n'a pas été retrouvé dans le dossier et ne figure pas (sauf erreur) au sommaire des figures.
- 6. Compartimentage : Il est demandé au pétitionnaire de préciser le volume maximal de matières stockées par cellule et pour tout l'entrepôt.
- 11. Eaux d'extinction incendie :
 - Voir demande de clarification ci-avant concernant le bassin et la vanne de confinement (point 1.6.4. Eaux pluviales).
 - Dans la mesure où un produit dangereux (eau de Javel) sera stocké dans l'une des cellules, et que les eaux d'extinction d'incendie seront confinées en partie dans les réseaux, il convient de montrer que ces derniers seront conçus dans des matériaux résistants à ce produit dangereux.
- 13. Moyens de lutte contre l'incendie :
 - Calcul D9 :
 - Préciser à quoi correspondent les catégories de risques 2 et 3.
 - Préciser les fascicules pris en compte.
 - Les surfaces de stockages ayant été divisées en zones de catégories de risques 2 et 3, il convient de fournir un plan représentant la disposition des différentes zones de stockage à l'intérieur des surfaces non recoupées.
 - Il est demandé au pétitionnaire de fournir les débits datant de moins de 3 ans des poteaux incendie déjà existants, incluant les débits en simultané.
 - Il est demandé au pétitionnaire de décrire les aménagements associés à la réserve d'eau incendie du site ALDI (aires de stationnement, prises d'eau [nombre et diamètre nominal]).
 - Le fascicule D9A recommande la mise en place d'aires d'aspiration au niveau des confinements d'eaux d'extinction. Il est demandé au pétitionnaire d'étudier cette possibilité. En cas de recyclage de l'eau, il est demandé de fournir un plan de situation des bassins utilisés pour le recyclage de l'eau et du positionnement des aires

de stationnement des engins, ainsi que la note de dimensionnement du ou des bassins.

- 17. Ventilation et recharge de batteries : Il est demandé au pétitionnaire de localiser sur un plan la zone de charge de batteries de la cellule 1, et d'y faire figurer sa localisation par rapport aux stockages.
- **Justification de la conformité du projet à l'arrêté ministériel du 23 décembre 1998 (rubrique 4511 de la nomenclature ICPE – déclaration) – Annexe I**
 - Point 2.4 : Comportement au feu des bâtiments : Il est demandé au pétitionnaire de positionner son installation vis-à-vis de la prescription concernant les planchers hauts coupe-feu de degré 1 h.
- **Incidences notables sur l'environnement**
 - Il est demandé au pétitionnaire de mieux évaluer les incidences de son projet d'extension sur les habitats naturels, la faune et la flore, sur une surface d'environ 10 000 m² actuellement non dévolus à un usage industriel. En effet, bien que la zone soit décrite comme agricole cultivée, et donc ne présentant que peu d'enjeux vis-à-vis des milieux naturels, il convient de prendre en considération les éventuels milieux comme les haies. L'avis d'un écologue, a minima sur les potentialités de la zone concernée, est demandé.

III. Remarques

- **Tableau de conformité à l'arrêté ministériel du 11 avril 2017**

Certaines prescriptions sont annotées « conformes » alors qu'elles sont concernées par une demande d'aménagement, ce qui est contradictoire.

- **Formulaire CERFA n° 15679*03**

Le pétitionnaire n'a pas coché la case indiquant que le projet nécessite l'obtention d'un permis de construire, alors que c'est le cas.